

Mercredi (après-midi) 11 juin 2014

Direction de l'économie publique

72 2013.1566 Motion 330-2013 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl) Soutien des jeunes entrepreneuses

N° de l'intervention: 330-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 26.11.2013
Déposée par: Kronenberg (Biel/Bienne, pvl) (porte-parole)
Perina-Werz (Berne, PDC)
Cosignataires: 5
N° d'ACE: 524/2014 du 30 avril 2014
Direction: Direction de l'économie publique

Soutien des jeunes entrepreneuses

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les petits crédits soient accessibles aux PME et aux micro-entreprises dirigées par des femmes. Les bases nécessaires, notamment un mandat de prestations, seront élaborés. La Banque cantonale devra proposer des conditions plus équitables qui favorisent l'activité des entrepreneuses. L'expérience montre que les femmes sont des clientes exemplaires pour les banques car elles sont scrupuleuses pour le remboursement et prudentes avec leur argent. Le retour sur investissement est évident pour la place économique bernoise. Certes, les jeunes pousses gérées par des femmes se développent plus lentement, mais souvent plus durablement¹. Les risques qui accompagnent cette forme de garantie de l'Etat deviennent ainsi de bonnes perspectives de développement pour le canton.

Souvent, les banques imposent des conditions identiques pour les crédits de moins de 100 000 francs ou pour les plus grosses sommes. Des adaptations sont nécessaires pour éviter ce que système ne freine la création d'entreprises féminines.

En cette période de difficultés financières, les approches innovantes et originales sont un gage pour l'avenir. Le désinvestissement n'est pas le seul remède aux problèmes financiers du canton.

Le Conseil-exécutif doit donc soumettre un plan de mesures au Grand Conseil.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion requiert l'élaboration d'un plan de mesures permettant d'améliorer l'accès des jeunes entrepreneuses aux petits crédits. La Banque cantonale doit notamment proposer des estimations de crédit et des conditions plus équitables afin de favoriser l'activité des entrepreneuses.

Dans le canton de Berne et dans toute la Suisse, l'accès au crédit est satisfaisant. La Banque cantonale bernoise (BCBE), par exemple, résume ses critères d'octroi de crédits comme suit :²

« La BCBE mène depuis des années une politique de crédit axée sur la croissance qualitative, ce qui lui permet d'assumer les risques du portefeuille de crédit grâce à sa propre rentabilité. Elle est conséquente dans l'application de la politique de crédit, tout en sachant faire preuve de souplesse dans le détail.

— La BCBE cherche notamment à promouvoir les petits et moyens engagements. Avec le concept d'encouragement des PME reposant sur trois piliers (financement de nouvelles entreprises et de la croissance, financement du règlement de successions, financement du capital d'amorçage), des PME et de nouvelles entreprises novatrices ont été particulièrement soutenues. Ainsi, 40 projets représentant environ 240 emplois ont bénéficié d'un soutien dans le

¹ <http://startwerk.ch/2010/06/07/frauenpower-unter-der-lupe-gruenderinnen-sind-erfolgreicher> consulté le 18 octobre 2013

² Cf. www.bcbe.ch/fr/firmenkunden/foerderung-von-neuunternehmen-und-kmu/foerderkonzept-der-bekb.

cadre du premier pilier du concept d'encouragement des PME en 2013. Le troisième pilier offre quant à lui des solutions de financement par des fondations indépendantes et des sociétés telles que la fondation pour l'innovation technologique (STI) et Am-Tec Kredit AG.

— Les crédits sont contrôlés de manière équitable en fonction de normes définies. Outre les critères économiques, le respect des principes éthiques et écologiques sont pris en compte pour l'octroi des crédits. Nos conditions sont compétitives, usuelles pour le marché et équitables pour les nouveaux entrepreneurs. [trad.]»

Le cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises³ réglé au niveau fédéral⁴ est un instrument efficace pour faciliter l'octroi de crédit lors de création d'entreprises. La société coopérative de cautionnement pour les femmes SAFFA se porte garante pour les petits crédits essentiellement (jusqu'à 120 000 francs) destinés aux créatrices d'entreprises. La Confédération apporte un soutien financier pour les frais administratifs des coopératives de cautionnement et couvre jusqu'à 65 pour cent des pertes sur cautionnement. La Promotion économique du canton de Berne propose, via l'entreprise InnoBE SA mandatée pour ce faire, une première consultation gratuite pour les créateurs et créatrices d'entreprise. L'an dernier, 335 consultations de ce type ont été menées. La Promotion économique du canton de Berne soutient également la SAFFA. Le canton s'engage donc d'ores et déjà en faveur des créatrices d'entreprises au moyen d'instruments adaptés et les crédits de la BCBE sont octroyés en fonction des critères proposés par la motionnaire.

Au vu des explications susmentionnées, le Conseil-exécutif estime qu'aucune mesure n'est nécessaire en la matière et propose donc le rejet de la demande d'élaboration d'un plan de mesures.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons donc aussi tout de suite à l'affaire 72, motion de Mme Kronenberg, Soutien des jeunes entrepreneuses. Mme Kronenberg, il faut que vous vous annonciez. Je prie aussi les groupes de s'annoncer pour être prêts, j'ai l'impression que l'on n'aura pas fini ce soir. Donc, Mme Kronenberg, vous avez la parole.

Sabine Kronenberg, Biel/Bienne (pvl). Der Regierungsrat sagt, die Kreditversorgung sei schweizweit, ebenso wie auch im Kanton Bern, gut. Das habe ich auch nicht per se bestritten. Ich habe lediglich thematisiert, dass die Kreditvergabe für Geschäfte schwierig bis unmöglich ist, die nicht im klassischen Sinn hohe Risiken in Kauf nehmen und dadurch für Investoren mit grösseren Renditeabsichten interessanter und somit schneller kreditwürdige Startups sind. Wo schneller Renditen erzielt werden können, gibt es in aller Regel auch mehr interessierte Investoren und kleine und feine KMU-Vorhaben, wie beispielsweise «klein und fein», werden weniger oder gar nicht berücksichtigt. Glauben Sie mir, ich habe zwei mittleren Projekten im Bereich von einer halben Million Startfinanzierung beim Starten geholfen, und wir haben bei beiden die Kreditwürdigkeit nicht erreicht. Zum Glück sind beide trotzdem zustande gekommen. Die klassischen Anlaufstellen wie Labelisierungen für die Kreditwürdigkeit, unentgeltliche Beratungsgremien oder auch Gefässe, wie die erwähnten Bürgschaftsgenossenschaften, haben uns nicht geholfen. Hier hat man uns beharrlich darüber informiert, dass man nur eines möchte: Innovationen und Technik oder Non-Profit. In diesen Bereichen greifen die bestehenden Möglichkeiten, da bin ich auch mit der Regierungsantwort einig.

Wenn man aber Innovationen in einem technischen Bereich langsam aber stetig gewinnorientiert anbietet und dabei etwa noch – wie es bei uns der Fall war – der Businessplan zurückhaltend formuliert ist und man – ich sage es noch einmal – eben nachhaltig und nicht renditeorientiert rechnet, dann hat man keine Chance, in die Ränge zu kommen; weder bei der Standortförderung noch bei Bürgschaften. Mir ist es ein Anliegen, in einem dritten Bereich, zwischen Technik-Innovationen oder dem andern Extrem Non-Profit, einen Anreiz zu schaffen, sodass solide aber vielleicht im ersten Erscheinen eher zurückhaltende Anliegen auch eine Chance erhalten. Wie die erwähnte Studie zeigt, sind solche Unterfangen langfristiger und – ich sage es noch ein drittes Mal – nachhaltig. Das wäre ein zielführendes Instrument um einen Wirtschaftsstandort Bern gerade in finanzschwachen Zeiten zu stärken. (*La présidente agite sa cloche.*) Hier hätte

³ Cf. www.kmu-buergschaften.ch.

⁴ Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les aides financières aux organisations de cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises (RS 951.25).

ich mir auch eine differenziertere Antwort gewünscht, als ein «Copy Paste» aus dem BEKB-Prospekt. Bitte helfen Sie mir doch, dass hier die Grundlage und griffigere Gefässe für einen Wirtschaftsstandort Bern geschaffen werden.

La présidente. Je n'ai pas encore de porte-parole de groupe, personne ne s'annonce? – Oui, pour le PBD, Mme Luginbühl.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Kürzlich war in den Medien zu lesen, dass gemäss einer Studie des Schweizerischen Gewerbeverbands und der Universität St. Gallen der Anteil von Frauen an der Spitze umso höher ist, je kleiner die Firmen sind. Jedes vierte KMU wird von einer Frau geleitet. Von 70 000 selbständigen Frauen leiten 60 000 Frauen eine Firma mit höchstens neun Mitarbeitern. 70 000 Chefinnen von KMU-Betrieben ist eine stolze Zahl; und die Wirtschaft und ich denke auch wir hier im Grossen Rat, dürfen stolz sein. Die Banken sind in der Vergabe von Krediten, welcher Art auch immer, unter der strengen Kontrolle der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA). Nach den Vorgaben der neuen Basler Eigenkapitalvereinbarung (Basel II), ist es in der Tat oft nicht einfach, zu einem grösseren Kredit zu kommen, weil der notwendige Eigenmittelanteil hoch angesetzt ist. Jede Bank kann aber innerhalb einer kleineren Kreditsumme das Risikokapital intern vergrössern und je nach Gesuch und nach Kontrolle des benötigten Businessplans und anderer Unterlagen, auch solche kleineren Kredite vergeben. Dieser Vorstoss greift zudem in das operative Geschäft der Banken ein; hier explizit die BEKB, aber wir wissen, wenn die BEKB etwas umsetzen muss, trifft es dann auch die Regionalbanken. Wenn also der Gesuchsteller, oder hier in diesem konkreten Fall, im Anliegen der Motionärinnen, die Gesuchstellerin die zuständige Person im Gespräch mit der Bank von ihrer Idee und vom Vorhaben nicht überzeugen kann, sollte es doch nicht sein, dass dann Frauen den Männern vorgezogen werden. (*La présidente agite sa cloche.*) Die eingangs erwähnten Chefinnen haben ganz sicher Kredite erhalten, weil sie prominent, überzeugend und kompetent die benötigten Unterlagen eingereicht haben, weil sie die kreditgebenden Stellen von ihrem Vorhaben überzeugen konnten und eben nicht, weil sie Frauen sind. Der Vorstoss hat mit dem Verständnis von Gleichstellung, das wir in der BDP haben, gar nichts zu tun. Im Gegenteil, für uns scheint dieser Vorstoss eigentlich eher Männer – und hier konkret Jungunternehmer – zu diskriminieren. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort richtig schreibt, gibt es für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer gleichberechtigt diverse Gefässe, wo konkret in einer Erstberatung Hilfe angefordert werden kann. Die BDP teilt die Empfehlung des Regierungsrats und lehnt diesen Vorstoss ab.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Ich kann mich meiner Vorrednerin mehr oder weniger anschliessen. Auch bei uns wurde dies gross diskutiert. Erstens müssten wir bei Finanzierungen eine geschlechtergetrennte Vorgabe haben, wenn ein Kleinunternehmen gegründet werden soll. Dann kommt auch Folgendes hinzu: Bei 100 000 Franken handelt es sich um ein kleines Unternehmen und dann hat man meistens irgendwo bei Verwandten oder Bekannten jemanden, der einem vielleicht ein bisschen hilft. Wenn man das nicht hat, ist es ein sehr grosses Risiko, überhaupt ein Unternehmen zu gründen. Ich glaube, dann müsste man zuerst schon ein bisschen selber schauen und vorher selber etwas machen. Wir sind in diesem Sinne mit der Regierungsantwort einverstanden und sehen keinen Bedarf, bei der Kantonalbank, die direkt angesprochen wird, andere Vorschriften zu machen. Dies weil man damit in den operativen Bereich eingreifen würde, und wir von der SVP-Fraktion lehnen in diesem Sinne den Vorstoss einstimmig ab.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die Motion von Frau Kronenberg ist uns von der EVP-Fraktion sympathisch. Sie setzt sich dafür ein, dass Frauen, die als Unternehmerinnen starten wollen, dabei Unterstützung erhalten. Was solch initiative Personen leisten, ist für den Wirtschaftsstandort Bern sehr wertvoll. Frau Kronenberg ortet das Hauptproblem für Jungunternehmerinnen im Bereich der erforderlichen Kredite. Aber nach unserer Einschätzung besteht gerade hier eigentlich wenig Handlungsbedarf. Auch das Bürgschaftswesen ist nach unserem Dafürhalten gut ausgebaut. Wenn Sie selber andere Erfahrungen gemacht haben, ist dies für uns sehr bedauerlich und widerspricht dem, was wir gehört haben. Für uns ist in diesem Bereich – ich sage das gerne noch – die Arbeit der InnoBE sehr wertvoll. Die InnoBE bietet die erforderlichen Beratungen für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer, wenn es um ganz

praktische Fragen geht: von den Sozialversicherungen bis zur Gestaltung der eigenen Webseite. Hier erhalten Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer auch die notwendige Unterstützung beim Ausfüllen von all den notwendigen Formularen für einen Unternehmensstart. Wir sehen hier eigentlich keinen Handlungsbedarf und werden daher diesen Vorstoss hier ablehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch für die FDP ist dieser Vorstoss zwar gut gemeint, aber unnötig und die Antwort der Regierung treffend. Es gibt genügend Möglichkeiten zur Finanzierung von solchen Projekten. Die Regierung tönt es an: das KMU-Förderungskonzept der Kantonalbank, die Bürgschaftsgenossenschaft Mitte, die Bürgschaftsgenossenschaft für Frauen. Es gibt das, was Niklaus Gfeller soeben angesprochen hat, nämlich die umfassende Gründerberatung. Es gibt zwar dort kein Geld, aber mindestens gibt es eine tolle Beratung bei der InnoBE AG und schliesslich gibt es auch noch zahlreiche private Geldgeber, die solche Projekte unterstützen. Frau Kronenberg sagte es am Schluss noch selber: Ihre beiden Projekte wurden dann trotzdem realisiert. Wichtig ist für solche Finanzierungen vorab der Businessplan und nicht etwa das Geschlecht. Ich glaube, das spielt hier kaum eine Rolle. Für die FDP ist es eigentlich auch fragwürdig, dem Kanton neue Aufgaben zuzuschancen, insbesondere dort, wo es solche gar nicht braucht. Daher lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich kann ihnen hier sagen, dass dieser Vorstoss auch meine Fraktion nicht überzeugt hat. Die Informationen des Regierungsrats haben uns aufgezeigt, dass die Kreditversorgung für Jungunternehmerinnen und Jungunternehmer gut ist. Wir haben der Antwort der Regierung auch entnehmen dürfen, dass es für Jungunternehmerinnen sogar leicht besser ist, weil ja dort die Bürgschaftsgenossenschaft für Frauen SAFFA besteht, die spezielle Angebote macht, welche für Männer nicht zur Verfügung stehen. Auch aus der Mitte unserer Fraktion, die ja zu 50 Prozent aus Frauen besteht, sind keine Tatsachen bekannt, die an den Aussagen der VOL hätten zweifeln lassen oder die ihnen widersprochen hätten.

Ich möchte noch anfügen, dass man bei Recherchen im Internet die Untersuchung findet, auf die sich Grossrätin Kronenberg bezieht. Ich habe sie nicht integral gelesen. Aber beim Recherchieren stellt man fest, dass bei dieser Untersuchung keine Hinweise auf eine Schlussfolgerung gibt, nach der man bei der Kreditvergabe an Frauen irgendwelche Verbesserungen vornehmen müsste. Im Gegenteil ist eigentlich bemerkenswert, dass offenbar zunehmend Frauen den Schritt in die Selbständigkeit beabsichtigen und auch effektiv umsetzen. Dies geschieht zwar auf tiefem Niveau, aber immerhin gibt es einen Trend nach oben, also eine Zunahme von Frauen. Vielleicht noch eine Schlussbemerkung: Grossrätin Kronenberg hat als Begründung in ihrem Vorstoss geschrieben, es könne nicht angehen, der finanziellen Notlage, in der sich der Kanton gegenwärtig befinde, ausschliesslich devestierend zu begegnen. Ich glaube, das ist grundsätzlich völlig richtig, Frau Kronenberg. Aber es ist einfach nicht so in diesem Kanton Bern. Wir haben beispielsweise gerade in dieser Session den Projektierungskredit für den Fachhochschul-Campus Biel gesprochen; 24 Mio. Franken. Wir werden dort letztlich etwa 240 Mio. Franken investieren. Das ist nicht Desinvestition, sondern das ist eben Investition in eine Zukunft. Ich denke, dieser Vorstoss ist nicht notwendig. Er wird von unserer Fraktion grossmehrheitlich abgelehnt. Es wird einige ganz wenige Enthaltungen und vielleicht vereinzelte Zustimmungen geben.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Wirtschaftsförderung ist ein schwieriges Kapitel. Alle möchten fette Fische an Land ziehen, so wie es kürzlich unserem Volkswirtschaftsdirektor gelungen ist. Wir gratulieren dazu, denn wir werden 300 Arbeitsplätze erhalten. Wenn wir nun rechnen, was diese 300 Arbeitsplätze kosten, nämlich Umsatz mal Cash Flow, und dann sehen, was uns das gekostet hat, da viele von den Arbeitnehmern wahrscheinlich im Kanton Solothurn wohnen werden, kann man sich überlegen, was man sonst noch machen könnte. Genau da setzt Frau Kronenberg an. Sie möchte Frauen als Unternehmerinnen fördern. Und zwar Frauen, weil sie findet, es sei für Frauen schwieriger, Unternehmen zu gründen. Wenn wir in die Geschichte gehen, werte Kolleginnen und Kollegen, und schauen, was im Band «Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik» steht, dann sind dort 17 Leitsätze niedergelegt, und eine der Thesen lautet, «Sie sollten ein Mann sein, wenn sie eine Firma gründen.» Nur zwei von hundert Firmen wurden nämlich von Frauen gegründet. Deshalb denke ich, machte es Sinn, dass man speziell auf die Frauen eingeht und zwar nicht nur deshalb, weil es in der Vergangenheit wenige gab, sondern weil wir in Zukunft mehr Frauen mit guter Ausbildung haben, die vielleicht gar nicht mehr

in den Berufsalltag hineinkommen.

Das gibt einen Zweitverdienst in der Familie, damit höhere Steuereinnahmen. Und sie sind sicher standorttreu; nicht so wie die Firmen, die vielleicht gleich wieder verschwinden, wenn sie die Steuerermässigung nicht mehr haben. Es wird gesagt, dass die Kreditversorgung gut ist. Das ist sicher der Fall, wenn man den Kapitalmarkt ansieht. Die Frage ist nur, ob sie das Geld auch bekommen. Ich habe das Geld erst dann bekommen, als ich es als Unternehmer nicht mehr brauchte. Es war mir dann auch egal. Deshalb denken wir, es ist keine schlechte Idee, wenn unser Volkswirtschaftsdirektor in seinen Werkzeugkasten noch ein zusätzliches Instrument erhält. Er kann einen Massnahmenplan machen und sagen, ob dieses Instrument einen Nutzen bringt, damit wir eben solche Unternehmen auch fördern können. Deshalb unterstützen die Grünen dieses zusätzliche Instrument im Werkzeugkasten unseres Volkswirtschaftsdirektors und stimmen zu.

La présidente. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Non. Des intervenants à titre personnel? – Non plus. M. le directeur, vous avez la parole.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich glaube, wir sind uns alle einig, dass diese Motion ein berechtigtes Anliegen verfolgt. Sie verlangt die konkrete Unterstützung und die Ausarbeitung von Massnahmen, wie der Kanton Geschäftsideen für den Aufbau eines Unternehmens unterstützen kann, die spezifisch von Frauen kommen. Wir sind uns wohl alle einig, dass wir im Kanton Bern für zusätzliche Dynamik in unserer Wirtschaft Frauen, aber auch Männer brauchen, die neue Ideen haben und diese mit Mut umzusetzen versuchen. Ich glaube, dabei sind die Rahmenbedingungen ganz entscheidend, und das ist vielleicht die Differenz zwischen der Haltung der Regierung und der Haltung der Motionärin. Wesentlich sind meines Erachtens die Rahmenbedingungen, die der Kanton im Bereich der Infrastruktur, der Bildung, der Raumplanung, der Sicherheit, der Steuern usw. ganz spezifisch zur Verfügung stellt. Es scheint mir einfach fraglich, ob der Kanton nun spezifisch für Geschäftsideen von Frauen zusätzliche Massnahmen ergreifen soll. Hier haben wir eine Differenz.

Ich muss nicht wiederholen, was in der schriftlichen Antwort dargestellt wurde. Es ist auch in der Diskussion angekommen. Von der Standortförderung, von der Kantonalbank, von der Bürgschaftsgenossenschaft usw. werden bereits Mittel zur Verfügung gestellt. Ich glaube, vor diesem Hintergrund wäre es, in der gegenwärtigen Lage des Kantons, einfach nicht ganz zielgerichtet und nicht ganz konsequent, wenn wir uns nun hier neue Aufgaben aufbürden. Wir überlegen uns ja eher, auf welche Aufgaben wir verzichten und welche wir nicht mehr finanzieren können. Als Volkswirtschaftsdirektor dieses Kantons bin ich überzeugt, wer hier ein Unternehmen gründen will und eine gute Geschäftsidee hat, erhält mit hiesigen Rahmenbedingungen, mit der spezifischen Hilfe des Kantons und anderer Institutionen, die Unterstützung, die er braucht, um ein Unternehmen zu gründen; unabhängig davon, ob es ein Mann oder eine Frau ist. Wir haben gemeinsam mit der Erziehungsdirektion kürzlich das Projekt Bildung und Technik gestartet, das eben ganz spezifisch versucht, die Schülerinnen und Schüler in einer frühen Phase an technische Berufe heranzuführen. Kürzlich durfte ich ein solches Projekt auch besuchen und wir haben gesehen, dass Schülerinnen sehr gut darauf reagieren. So können Sie eben sehr früh an die Technik herangeführt werden. Ich glaube, zielführend sind eher solche Dinge: nämlich die Rahmenbedingungen in einer günstigen Art und Weise zu beeinflussen, und nicht einfach ein zusätzliches Massnahmenpaket zu schaffen. Daher steht der Regierungsrat dieser Motion skeptisch gegenüber.

La présidente. Est-ce que la motionnaire veut encore prendre la parole? – Non. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 20

Non 113

Abstentions 15

La présidente. Vous avez refusé cette motion.